

Service public fédéral Emploi, Travail et  
Concertation sociale

**DIRECTION GÉNÉRALE  
RELATIONS COLLECTIVES DU  
TRAVAIL**  
Direction du Greffe



Federale overheidsdienst  
Werkgelegenheid, Arbeid  
en Sociaal Overleg  
**ALGEMENE DIRECTIE  
COLLECTIEVE  
ARBEIDSBETREKKINGEN**  
Directie van de Griffie

**ERRATUM**

**Sous-commission paritaire pour les services des  
aides familiales et des aides seniors de la  
Communauté française, de la Région wallonne et  
de la Communauté germanophone**

**CCT n° 126647/CO/318.01  
du 23/03/2015**

Correction du texte en néerlandais :

- A l'article 4, premier alinéa « 13 oktober 2005 » doit être remplacé par « **1 oktober 2000** ».

**Décision du**

**ERRATUM**

**Paritair Subcomité voor de diensten voor  
gezins- en bejaardenhulp van de Franse  
Gemeenschap, het Waalse Gewest en de  
Duitstalige Gemeenschap**

**CAO nr. 126647/CO/318.01  
van 23/03/2015**

Verbetering in de Nederlandstalige tekst :

- In artikel 4, eerste lid moet « 13 oktober 2005 » vervangen worden door « **1 oktober 2000** ».

**Beslissing van**

18 -09- 2015

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LES SERVICES DES AIDES FAMILIALES ET DES AIDES SENIORS DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE, DE LA REGION WALLONNE ET DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

Convention collective de travail du 23 mars 2015 instituant un fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds sectoriel Maribel RW-RB-CG" et en fixant les statuts

### Création

Article 1<sup>er</sup>. Par la présente convention collective de travail et en application de l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1, 1<sup>o</sup> de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, la sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone institue un fonds de sécurité d'existence dont les statuts sont fixés ci-après.

Art. 2. La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs et aux services qui ressortissent à la sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone.

Par "employeur", on entend les employeurs exerçant leur activité principale dans une ou plusieurs activités définies à l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> de l'arrêté royal du 5 février 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand, modifié par les arrêtés royaux des 5 mai 1997, 6 juillet 1997 et 16 avril 1998, et qui sont constitués en association sans but lucratif ou en société à finalité sociale dont les statuts stipulent que les associés ne recherchent aucun bénéfice patrimonial. Par "travailleurs" on entend aussi bien les travailleurs masculins et féminins, ouvriers et employés.

Art. 3. La présente convention collective de travail produit ses effets le 1<sup>er</sup> octobre 2000 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties avant le 1er janvier de chaque année avec effet au 1er juillet de l'année suivante.

La dénonciation doit être notifiée par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone.

Le président transmet une copie de la dénonciation à chacune des parties signataires ainsi qu'au Ministre de l'Emploi et à l'Office national de sécurité sociale.

### Statuts

#### CHAPITRE Ier. - Dénomination et siège social

Art. 4. A partir du 1<sup>er</sup> octobre 2000, il est institué un fonds de sécurité d'existence, dénommé « Fonds sectoriel Maribel RW-RB-CG ».

Le siège social du fonds est établi à la Place de l'Université 16, 1348 Louvain-la-Neuve. A partir du 23 février 2015, il est établi au Square Sainctelette 13-15, 1000 Bruxelles.

Ce siège peut être transféré ailleurs par décision unanime du conseil d'administration du fonds, prévu à l'article 12. Le conseil d'administration doit communiquer sa décision au président de la sous-

commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone et au Ministre de l'Emploi.

## CHAPITRE II. – Objet

Art. 5. Le fonds régi par la présente convention a pour seul objet la gestion du produit mutualisé de la réduction des cotisations visée à l'article 2 de l'arrêté royal du 5 février 1997 précité.

Le fonds est chargé, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel pris en exécution de l'article 2, alinéa 3 de l'arrêté royal du 5 février 1997 précité, de :

- recevoir le produit de la réduction de cotisations mentionnée à l'alinéa 1<sup>er</sup>;
- attribuer le produit de la réduction de cotisations aux employeurs qui s'engagent à faire un effort supplémentaire en matière d'emploi selon les modalités prévues par et/ou en vertu de l'arrêté royal du 5 février 1997 précité et par les conventions collectives de travail du 29 mai 1998 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur des services d'aides familiales et d'aides seniors, remplacées par les conventions collectives de travail du 30 juin 1998 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur des services d'aides familiales et d'aides seniors.

Art. 6. Dans le cadre de la mission décrite à l'article 5, le fonds remplit toutes les missions confiées aux fonds sectoriels par et/ou en vertu de l'arrêté royal du 5 février 1997 précité.

Art. 7. Le fonds est autorisé à conclure un contrat de gestion avec le Ministre de l'Emploi.

## CHAPITRE III. – Financement

Art. 8. Les moyens financiers du fonds se composent de :

- le produit de la réduction de cotisations mentionnée à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup> de la présente convention collective de travail, en ce compris les intérêts;
- les autres moyens financiers qui seraient attribués par ou en vertu d'une convention collective de travail sectorielle pour couvrir les frais d'administration visés à l'article 10.

Art. 9. Les frais d'administration du fonds sont fixés annuellement par le conseil d'administration prévu à l'article 12.

Ces frais sont uniquement couverts par :

- les interventions visées à l'article 6;
- les moyens éventuellement mis à sa disposition par ou en vertu d'une convention collective de travail sectorielle.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa 2 du présent article, vu que le réviseur désigné en application de l'article 20 est un réviseur d'entreprise, dans la mesure où le fonds conclut un contrat de gestion avec le Ministre de l'Emploi, les frais relatifs à l'intervention du réviseur peuvent être imputés sur les intérêts dont mention à l'article 8.

## CHAPITRE IV. - Bénéficiaires, octroi et liquidation des réductions de cotisations

Art. 10. Les employeurs bénéficient des interventions du fonds selon les modalités déterminées par et/ou en vertu de l'arrêté royal du 5 février 1997 précité ainsi que par et/ou en vertu des conventions collectives de travail du 29 mai 1998, remplacées par les conventions collectives de travail du 30 juin 1998.

## CHAPITRE V. – Gestion

Art. 11. Le fonds est géré par un conseil d'administration paritaire composé de 10 membres effectifs. Ces membres sont désignés par et, le cas échéant, parmi les membres de la sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, pour la moitié sur présentation des organisations représentatives des employeurs et pour l'autre moitié sur présentation des organisations représentatives des travailleurs.

Art. 12. Les membres du conseil d'administration sont désignés pour une période de quatre ans, reconductible tacitement.

Le mandat de membre du conseil d'administration prend fin en cas de démission ou de décès ou lorsque le mandat de membre de la sous-commission paritaire prend fin ou lorsque la durée du mandat est expirée ou lorsque l'organisation qui a présenté le membre demande son remplacement ou lorsque l'intéressé cesse d'appartenir à l'organisation qui l'a présenté.

Le nouveau membre achève, le cas échéant, le mandat de son prédécesseur.

Les mandats des membres du conseil d'administration sont renouvelables.

Art. 13. Les membres du conseil d'administration ne contractent aucune obligation personnelle en ce qui concerne les engagements pris par le fonds.

Leur responsabilité se limite à l'exécution de leur mandat.

Art. 14. Le conseil d'administration choisit tous les deux ans un président et un vice-président parmi ses membres, issus alternativement de la délégation des travailleurs et de la délégation des employeurs.

Le conseil d'administration désigne également la personne chargée du secrétariat.

Art. 15. Le conseil d'administration dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du fonds, dans les limites fixées par et/ou en vertu de la loi du 7 janvier 1958, des présents statuts et de l'arrêté royal du 5 février 1997 précité.

Sauf décision contraire du conseil d'administration, celui-ci intervient en tous ses actes et agit en droit par l'intermédiaire du président et du vice-président agissant conjointement, chacun étant remplacé le cas échéant par un membre du conseil désigné à cet effet par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration a notamment pour mission :

- d'attribuer le produit de la réduction de cotisations conformément aux dispositions visées à l'article 5, alinéa 2 et d'assurer le suivi de cette attribution;
- de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution des dispositions de l'arrêté royal du 5 février 1997 précité et de ses arrêtés d'exécution;
- de procéder à l'embauche et au licenciement éventuel du personnel du fonds;
- d'exercer un contrôle et de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution des présents statuts;
- de déterminer les frais de gestion;
- de transmettre chaque année en juin un rapport écrit sur l'exécution de sa mission à la sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone.

Art. 16. Le conseil d'administration se réunit au moins une fois par semestre.

Le conseil se réunit soit sur convocation du président agissant d'office, soit à la demande de la moitié au moins de ses membres, soit à la demande d'une des organisations représentées en son sein.

Les convocations doivent mentionner l'ordre du jour.

Les procès-verbaux sont rédigés par le secrétaire désigné par le conseil et signés par celui qui a présidé la réunion. Les extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président et le vice-président.

Art. 17. Le conseil d'administration ne peut se réunir et délibérer valablement que si la moitié au moins tant des membres de la délégation des travailleurs que de la délégation des employeurs est présente ou représentée.

Art. 18. Sauf disposition contraire prévue par le règlement d'ordre intérieur établi par le conseil d'administration, ses décisions sont prises à l'unanimité.

#### CHAPITRE VI. – Contrôle

Art. 19. Conformément à l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, la sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone désigne, en vue du contrôle de la gestion du fonds, un réviseur qui sera un réviseur d'entreprises.

Celui-ci doit, au moins une fois par an, faire rapport à la sous-commission paritaire.

En outre, il informe régulièrement le conseil d'administration du fonds des résultats de ses investigations et fait les recommandations qu'il juge utiles.

#### CHAPITRE VII. - Bilan et comptes

Art. 20. Chaque année, les bilan et comptes de l'exercice écoulé sont clôturés au 31 décembre. Les bilan, compte débiteur et créditeur, le rapport du conseil d'administration et le rapport du réviseur d'entreprise, sont soumis à l'approbation de la sous-commission paritaire lors de la première séance après le 31 mai.

#### CHAPITRE VIII. - Dissolution et liquidation

Art. 21. Le fonds est institué pour une durée indéterminée.

Art. 22. Il est dissout par la sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone à la suite d'un préavis éventuel comme prévu à l'article 3.

Art. 23. Après paiement du passif, les biens et valeurs du fonds sont transférés au fonds pour l'emploi non marchand visé à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 20 mai 1998.

La sous-commission paritaire désigne les liquidateurs (parmi les membres du conseil d'administration du fonds).

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE DIENSTEN VOOR GEZINS- EN BEJAADENHULP VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP, HET WAAELSE GEWEST EN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

Collectieve arbeidsovereenkomst van 23 maart 2015 tot oprichting van een Fonds voor bestaanszekerheid, genaamd "Fonds sectoriel MARIBEL RW-RB-CG" en tot vaststelling van de statuten ervan.

OPRICHTING:

Artikel 1. Bij deze collectieve arbeidsovereenkomst en bij toepassing van artikel 1, lid 1, 1° van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid richt het paritair sub-comité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap een Fonds voor bestaanszekerheid op, waarvan de statuten hierna worden vastgelegd.

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en op de diensten die ressorteren onder het paritair sub-comité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap.

Onder "werkgevers" wordt verstaan de werkgevers die hun hoofdactiviteit uitoefenen in een of meer activiteiten bepaald in artikel 1, 1° van het koninklijk besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 mei 1997, 6 juli 1997 en 16 april 1998, en die zijn opgericht als vereniging zonder winstoogmerk of als vennootschap met een sociaal oogmerk waarvan de statuten bepalen dat de vennoten geen vermogensvoordeel nastreven.

Onder "werknemers" wordt verstaan de mannelijke en vrouwelijke werklieden en bedienden.

Art.3 Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 oktober 2000 en wordt voor onbepaalde tijd gesloten.

Zij kan door elke van de partijen worden opgezegd vóór 1 januari van elk jaar met ingang van 1 juli van het volgende jaar.

De opzegging moet worden betekend per bij de post aangetekend schrijven, gericht aan de voorzitter van het paritair sub-comité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap.

De voorzitter bezorgt een kopie van de opzegging aan elk van de ondertekenende partijen alsook aan de Minister van Werkgelegenheid en aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

STATUTEN:

HOOFDSTUK I. - Benaming en maatschappelijke zetel.

Art.4. Vanaf 1 oktober 2000 wordt een Fonds voor bestaanszekerheid opgericht, genaamd "Fonds sectoriel MARIBEL RW-RB-CG".

De maatschappelijke zetel van het Fonds is gevestigd op de "Place de l'université 16, te 1348 Louvain-la Neuve". Vanaf 23 februari 2015 is de zetel gevestigd op het Saincteletteplein 13-15 te 1000 Brussel.

Deze zetel mag, overeenkomstig artikel 12, naar elders worden overgebracht bij eenparige beslissing van de raad van beheer van het Fonds.

De raad van beheer moet zijn beslissing meedelen aan de Voorzitter van het paritair Sub-comité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap en aan de Minister van Werk.

## HOOFDSTUK II - Doel.

Art. 5. Het Fonds opgericht bij deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft als enig doel het beheer van het gemutualiseerde product van de bijdragenvermindering bedoeld in artikel 2 van het voornoemde koninklijk besluit van 5 februari 1997.

Overeenkomstig de bepalingen van het ministerieel besluit tot uitvoering van artikel 2, lid 3 van het voornoemde koninklijk besluit van 5 februari 1997, wordt het Fonds belast met:

- Het ontvangen van het product van de bijdragenvermindering vermeld in lid 1;
- Het toekennen van het product van de bijdragenvermindering aan de werkgevers die zich ertoe verbinden om een extra inspanning te leveren inzake tewerkstelling volgens de modaliteiten bepaald door en/of krachtens het koninklijk besluit van 5 februari 1997 en door de collectieve arbeidsovereenkomsten van 29 mei 1998 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de sector de diensten voor gezins- en bejaardenhulp, vervangen door de collectieve arbeidsovereenkomsten van 30 juni 1998 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de sector de diensten voor gezins- en bejaardenhulp.

Art. 6. In het kader van de in artikel 5 omschreven missie, vervult het Fonds alle opdrachten toevertrouwd aan de sectorale fondsen door en/of krachtens het voornoemde koninklijk besluit van 5 februari 1997.

Art. 7. Aan het Fonds wordt de toestemming verleend om een beheersovereenkomst te sluiten met de Minister van Werk.

## HOOFDSTUK III . - Financiering.

Art. 8. De financiële middelen van het Fonds bestaan uit:

- Het product van de bijdragenvermindering, bedoeld in artikel 5, lid 1 van deze Collectieve arbeidsovereenkomst, met inbegrip van de intresten;
- De overige financiële middelen die zouden worden toegekend door of krachtens een sectorale collectieve arbeidsovereenkomst om de in artikel 10 bedoelde administratiekosten te dekken.

Art. 9. De administratiekosten van het Fonds worden jaarlijks vastgesteld door de raad van beheer, bedoeld in artikel 12.

Deze kosten worden enkel gedekt door:

- De tegemoetkomingen bedoeld in artikel 6;
- De middelen die eventueel ter beschikking worden gesteld door of krachtens een sectorale collectieve arbeidsovereenkomst.

In afwijking van de bepalingen van lid 2 van dit artikel en gelet op het feit dat de revisor aangesteld bij toepassing van artikel 20 een bedrijfsrevisor is, voor zover het Fonds een beheersovereenkomst sluit met de Minister van Werk, kunnen de kosten met betrekking tot de tegemoetkoming voor de revisor worden aangerekend op de intresten waarvan sprake in artikel 8.

## HOOFDSTUK IV. - Rechthebbenden, toekenning en betaling van de bijdragenverminderingen.

Art. 10. De werkgevers ontvangen de tegemoetkomingen van het Fonds volgens de modaliteiten bepaald door en/of krachtens het voornoemde koninklijk besluit van 5 februari 1997, alsook door en/of krachtens de collectieve arbeidsovereenkomsten van 29 mei 1998, vervangen door de collectieve arbeidsovereenkomsten van 30 juni 1998.

## HOOFDSTUK V. - Beheer.

Art. 11. Het Fonds wordt beheerd door een raad van beheer dat paritair is samengesteld uit 10 vaste leden.

Deze leden worden aangeduid door, en zo nodig, onder de leden van het paritair sub-comité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse gemeenschap, het Waalse gewest en de Duitstalige gemeenschap, voor de helft op voordracht van de representatieve werkgeversorganisaties en voor de andere helft op voordracht van de representatieve werknemersorganisaties.

Art. 12. De leden van de raad van beheer worden aangeduid voor een periode van vier jaar die stilzwijgend kan worden verlengd.

Het mandaat van lid van de raad van beheer neemt een einde in geval van ontslag of overlijden van de betrokkene of wanneer het mandaat van lid van het paritair sub-comité afloopt of wanneer de duur van het mandaat afloopt of wanneer de organisatie die het lid heeft voorgedragen zijn/haar vervanging vraagt of wanneer het lid niet langer deel uitmaakt van de organisatie die hem/haar heeft voorgedragen.

Een nieuw lid voltooit, desgevallend, het mandaat van zijn/haar voorganger.

De mandaten van de leden van de raad van beheer zijn vernieuwbaar.

Art. 13. De leden van de raad van beheer gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan in verband met de verbintenissen die door het Fonds worden aangegaan.

Hun verantwoordelijkheid beperkt zich tot de uitvoering van hun mandaat.

Art. 14. De raad van beheer kiest om de twee jaar een voorzitter en een ondervoorzitter onder zijn leden, beurtelings uit de afvaardiging van de werknemers en uit de afvaardiging van de werkgevers. De raad van beheer stelt tevens de persoon aan die belast wordt met het secretariaat.

Art. 15. De raad van beheer beschikt over de meest uitgebreide bevoegdheden voor het beheer en de administratie van het Fonds, binnen de grenzen vastgelegd door en/of krachtens de wet van 7 januari 1958, deze statuten en het voornoemde koninklijk besluit van 5 februari 1997.

Tenzij andersluidende beslissing van de raad van beheer, treedt deze in al zijn handelingen op en handelt in rechte via de voorzitter en de ondervoorzitter gezamenlijk, elk desgevallend vervangen door een lid van de raad van beheer die hiervoor wordt aangeduid door de raad van beheer.

De raad van beheer heeft inzonderheid als taak:

- het toekennen van het product van de bijdragenvermindering overeenkomstig de bepalingen bedoeld in artikel 5, lid 2 en het opvolgen van deze toekenning;
- het treffen van alle nodige maatregelen voor de uitvoering van de bepalingen van het voornoemde koninklijk besluit van 5 februari 1997 van zijn uitvoeringsbesluiten;
- het uitvoeren van de eventuele aanwerving en het eventuele ontslaan van het personeel van het Fonds;
- het uitoefenen van toezicht en het treffen van alle nodige maatregelen voor de tenuitvoerlegging van deze statuten;
- het vaststellen van de beheerskosten;
- het tijdens de maand juni van elk jaar schriftelijk verslag uitbrengen over de tenuitvoerlegging van zijn opdracht aan het paritair sub-comité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse gemeenschap, het Waalse gewest en de Duitstalige gemeenschap;

Art. 16. De raad van beheer vergadert ten minste één maal per semester.

De raad vergadert ofwel op uitnodiging van de voorzitter die ambtshalve handelt, ofwel op vraag van ten minste de helft van zijn leden, ofwel op vraag van één van de organisaties die erin zijn vertegenwoordigd.

De uitnodigingen moeten de agenda vermelden.



De notulen worden opgesteld door de secretaris die door de raad is aangesteld en ondertekend door de persoon die de vergadering heeft voorgezeten. De uittreksels van deze notulen worden ondertekend door de voorzitter en de ondervoorzitter.

Art. 17. De raad van beheer kan enkel geldig vergaderen en beraadslagen als ten minste de helft van zowel de leden van de werknemersafvaardiging als van de werkgeversafvaardiging aanwezig of vertegenwoordigd zijn.

Art. 18. Behoudens andersluidende bepalingen in het huishoudelijk reglement, opgesteld door de raad van beheer, worden de beslissingen ervan eenparig genomen.

HOOFDSTUK VI. - Toezicht.

Art. 19. Overeenkomstig artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid, stelt het paritair sub-comité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse gemeenschap, het Waalse gewest en de Duitstalige gemeenschap, met het oog op het toezicht op het beheer van het Fonds, een revisor aan die bedrijfsrevisor is.

Die moet, ten minste één maal per jaar, verslag uitbrengen aan het paritair sub-comité. Bovendien licht hij de raad van beheer van het Fonds geregeld in over de resultaten van zijn onderzoek en doet de aanbevelingen die hij nodig acht.

HOOFDSTUK VII. - Balans en rekeningen.

Art. 20. Elk jaar worden de balans en de rekeningen van het afgelopen boekjaar afgesloten op 31 december.

De balansen, de debiteuren- en crediteurenrekening, het verslag van de raad van bestuur en het verslag van de bedrijfsrevisor worden ter goedkeuring voorgelegd van het paritair sub-comité tijdens de eerste vergadering na 31 mei.

HOOFDSTUK VIII. - Ontbinding en vereffening.

Art. 21. Het Fonds wordt voor onbepaalde duur opgericht.

Art. 22. Het wordt ontbonden door het paritair sub-comité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse gemeenschap, het Waalse gewest en de Duitstalige gemeenschap na een eventuele opzeggingstermijn, zoals bepaald in artikel 3.

Art. 23. Na betaling van de passiva, worden de goederen en waarden van het Fonds overgeheveld naar het non-profit tewerkstellingsfonds bedoeld in artikel 7 van het koninklijk besluit van 20 mei 1998.

Het paritair sub-comité duidt de vereffenaars aan (onder de leden van de raad van beheer van het Fonds).